

SOMMAIRE :

LOT 01 - DÉSAMIANTAGE - DÉPLOMBAGE 2

I -	INTERVENANTS	2
II -	PROGRAMME	3
III -	ENTREPRISES	3
IV -	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
IV - A -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
IV - B -	OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)	4
V -	GÉNÉRALITÉS	5
V - A -	ORGANISATION DU CHANTIER ET DIVERS.....	5
V - B -	ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	5
V - C -	PRESENTATION DE L’OFFRE	5
V - D -	PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	5
V - E -	COMPTE PRORATA	5
V - F -	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES	5
VI -	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES	7
VI - A -	MATÉRIAUX CONTENANT DE L’AMIANTE.....	7
VI - B -	MATÉRIAUX CONTENANT DU PLOMB.....	13
VII -	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	17
VII - A -	MÉTHODOLOGIE D’EXÉCUTION	17
VIII -	REMISE EN ÉTAT DES LIEUX ET NETTOYAGE	19

LOT 01 - DÉSAMIANTAGE - DÉPLOMBAGE

I - INTERVENANTS

. Maître d'ouvrage :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRPJJ-GRAND-CENTRE/IMMO – DEPAFI
30 Blvd Clémenceau – CS 27051
21070 DIJON CEDEX

. Maîtrise d'œuvre :

SARL IL.AM architectes

246 quater rue du faubourg Bannier
45400 FLEURY LES AUBRAIS
Interlocutrices : Isabelle LECONTE | Adeline MARECHAL
Tel : 09 70 90 24 02
SIRET : 984 309 377 00013
Courriel : contact@ilamarchitectes.fr

▪ **MISSION(S) :**

- Mission de base : la mission confiée à l'Architecte, titulaire du Marché de Maîtrise d'œuvre, est une "mission de base », telle que définie par la Loi MOP et ses décrets d'application de 1993.

A ce titre, la mission EXE (études d'exécution), pour ce qui est des spécifications techniques détaillées définitives et des plans définitifs d'exécution des ouvrages, est à la charge et aux frais de l'Entrepreneur.

Ces documents devront toutefois être présentés par l'Entrepreneur au contrôle et à l'approbation du Maître d'œuvre, ce durant la période de préparation du chantier (phase VISA)

Ils devront être mis à jour par l'Entrepreneur après exécution et fournis dans le cadre du DOE (Dossier des Ouvrages exécutés).

. Coordinateur SSI :

BET ARCADIA

Parc d'Activités de la Saussaye
41 rue des Saules
45590 SAINT CYR EN VAL
Interlocuteur : M. KRIEGER
Port : 06 82 14 98 60
Courriel : steve.krieger@arcadia-be.fr

. BET FLUIDES-CAF/CFO :

BET ARCADIA

Parc d'Activités de la Saussaye
41 rue des Saules
45590 SAINT CYR EN VAL
Interlocuteur : M. KRIEGER
Port : 06 82 14 98 60
Courriel : steve.krieger@arcadia-be.fr

. Contrôleur technique :

BUREAU VÉRITAS

110 Boulevard de la Salle
45760 BOIGNY SUR BIONNE
Interlocuteur : M. NEEL
Port : 06 70 16 03 68
Courriel : rodolphe.neel@bureauveritas.com

. Coordonnateur SPS :

PRESENTE

22 rue Edouard Nieuport
92150 SURESNES
Interlocuteur : M. LATOUR
Port :
Courriel : r.latour@presents.fr

II - PROGRAMME

. Lieux des travaux :

689 route de SANDILLON
45560 SAINT DENIS EN VAL

. Objet des travaux :

Le présent programme concerne :
Le changement de destination d'une maison d'habitation en ERP

. Programme des travaux :

Se reporter aux CCTP des différents lots techniques

. Nomenclature des lots techniques :

- LOT 01 – DÉSAMANTAGE - DÉPLOMBAGE
- LOT 02 – DÉMOLITIONS - GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE
- LOT 03 – MENUISERIES EXTÉRIEURES/ INTÉRIEURES - SERRURERIE - CLÔTURES
- LOT 04 – FLUIDES – CFA/CFO - CHAUFFAGE - SSI
- LOT 05 – SECOND ŒUVRE

. Délais d'exécution :

→ Se reporter au planning général joint au présent dossier de consultation des entreprises

Le délai global d'exécution des travaux, suivant le planning prévisionnel joint au présent dossier de consultation.

- compris repliement des installations et remise en état des lieux
- hors congés payés entreprises
- hors intempéries déclarées (justificatifs de déclaration impérativement remis au Pilote)
- compris préparation de chantier

L'ordre de service prévisionnel de démarrage des travaux est fixé au :

- 15 juillet 2026

- Période préparatoire : semaines n°30 à 36 /2026
- Travaux 4 mois , hors période préparatoire des travaux
- Réception semaine n°51/2026

Selon planning spécifique joint

III - ENTREPRISES

Les travaux seront réalisés par des Entreprises individuelles, appelées dans les divers documents constitutifs du marché de travaux "Entreprise" ou "Entrepreneur".

Faute d'avoir un service intégré compétent constitué d'ingénieurs qualifiés, l'Entreprise devra s'adjoindre le concours de bureaux d'études techniques comme suit :

- LOT 02 – DÉMOLITIONS – GROS ŒUVRE – CHARPENTE/COUVERTURE : BET structure / béton – charpente bois
LOT 04 - PLOMBERIE SANITAIRE – CHAUFFAGE – VENTILATION : BET- fluide/ thermique -BET- ventilation
- COURANT FAIBLE-COURANT FORT : BET- électricité courant fort/ courant faible
- SSI : BET- SSI

IV - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

IV - A - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

IV - A / 1- DOCUMENTS D'ORDRE TECHNIQUE

- LES PLANS D'ETAT ACTUEL ET D'ETAT PROJETE
- LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)
- LE PLANNING PREVISIONNEL D'EXECUTION DES TRAVAUX
- LES DÉCOMPTES DU PRIX GLOBAUX ET FORFAITAIRES (DPGF)
- LE PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PGC SPS)
- LE RICT : RAPPORT INITIAL DU CONTROLEUR TECHNIQUE
- RAPPORT MISSION REPÉRAGE MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX : AC ENVIRONNEMENT – AGENCE INDRE ET LOIRE – n°002EX216651 – 16/03/2026

IV - A / 2- DOCUMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

- ACTES D'ENGAGEMENT
- CCTP
- CCAP
- RC

IV - B - OBJET DU PRÉSENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Le présent CCTP a pour objet de fixer dans le cadre du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) référencé au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) les conditions techniques particulières applicables à l'opération suivante :

Changement de destination d'une maison d'habitation en ERP
45560 SAINT DENIS EN VAL

Pour le compte du maître d'ouvrage suivant :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
DIRPJJ-GRAND-CENTRE/IMMO – DEPAFI
30 Blvd Clémenceau – CS 27051
21070 DIJON CEDEX

V - GÉNÉRALITÉS

V - A - ORGANISATION DU CHANTIER ET DIVERS

Se reporter au NOTE COMMUNE TCE, pour ce qui est notamment des prestations et/ou obligations dues par l'Entrepreneur titulaire du présent lot, prestations et/ou obligations qui :

* Soit font l'objet d'une mise à prix spécifique

* Soit sont réputées rémunérées dans le prix global et forfaitaire de l'acte d'engagement

V - B - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

L'OPC est à la charge :

* Se reporter au chapitre NOTE COMMUNE TCE

V - C - PRESENTATION DE L'OFFRE

Pour l'ensemble des ouvrages décrits au présent lot

Pour l'ensemble des ouvrages décrits dans la note commune TCE

Dans sa proposition, l'entreprise doit joindre sur le site dédié (voir RC) le devis détaillé de son offre faisant apparaître poste par poste l'unité, la quantité, le prix unitaire, le total partiel, ainsi que le total général.

V - D - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

V - D / 1- RÉGLEMENTATIONS ET NORMES

L'ensemble des fournitures et ouvrages devra être conforme aux prescriptions et normes en vigueur au moment de l'exécution des travaux et en particulier aux documents suivants :

- Normes françaises et européennes homologuées correspondant aux ouvrages visés au présent lot
- Documents techniques Unifiés (DTU) correspondant aux ouvrages visés au présent lot :
- Les cahiers du CSTB
- Les EUROCODES
- Le REEF
- Les normes françaises
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires
- Les avis techniques des produits mis en œuvre
- Les réglementations concernant la sécurité incendie, l'accessibilité et l'hygiène
- Le code de l'urbanisme
- Le code de la construction
- Le code de l'environnement
- Les règles de l'art, d'exécution et de calcul
- Les règles neiges, vents et parasismiques

V - D / 2- RÉGLEMENTATION THERMIQUE

Aucune exigence obligatoire définie à la demande e PC.

Les entreprises sélectionnées devront toutefois respecter les règles/objectifs définies à la RT 2012.

V - D / 3- SÉCURITÉ DU CHANTIER

L'entrepreneur prendra toutes mesures nécessaires pour assurer la sécurité du chantier et éviter tout éboulement ou accident, sa responsabilité sera pleine et entière.

Le stockage des gravats provenant des déposes et des démolitions est strictement interdit sur les planchers d'échafaudages, sur les planchers du bâtiment, mais évacués au fur et à mesure des déposes et démolitions. Il devra prendre également les dispositions de sauvegarde et les précautions nécessaires avant tout commencement de travaux (assurances, constats, etc....) afin de prévenir tout litige.

Il est bien spécifié que l'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de tout recours éventuel, le Maître de l'ouvrage déclinant toute responsabilité.

Durant les travaux de démolitions et/ou de construction, tous les passages et accès au chantier seront protégés de façon à permettre la visite du chantier.

L'entrepreneur se conformera en tous points au décret n° 65.48 du 8 janvier 1965 et notamment aux articles 97 à 105, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

V - E - COMPTE PRORATA

* Se reporter au chapitre NOTE COMMUNE TCE

V - F - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

V - F / 1- OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR : TRAVAUX SUR MATÉRIAUX AMIANTÉS ET CONTENANT DU PLOMB

Voir document joint annexé au présent CCTP :

RAPPORT MISSION REPÉRAGE MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT TRAVAUX : AC ENVIRONNEMENT – AGENCE INDRE ET LOIRE – n°002EX216651 – 16/03/2026

L'entrepreneur du présent lot devra obligatoirement prendre connaissances des rapports établis et prendre toutes précautions et adaptations nécessaires pour l'exécution des ouvrages qui lui incombent

V - F / 2- SPECIFICATIONS PARTICULIERES LIEES AUX TRAVAUX D'ENLEVEMENT DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE ET/OU DU PLOMB

L'entreprise devra se conformer à l'ensemble de la réglementation en vigueur.

Assurance, responsabilité spécifique au risque amiante et plomb

- Le titulaire du marché devra justifier dans les 15 jours suivant la date de notification du contrat et avant tout commencement d'exécution qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et en particulier de l'atteinte à l'environnement en cas d'accident ou dommages causés par la conduite des travaux de désamiantage.

V - F / 3- ÉTAT DES LIEUX

L'entrepreneur du présent lot devra obligatoirement se rendre sur place, afin de constater l'état des lieux et les sujétions particulières éventuelles d'exécution qui en découle. Il ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion de son marché d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrain d'implantation des ouvrages, non plus que tous les éléments locaux, tels que la nature des sols, les moyens d'accès, les conditions climatiques en relation avec l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra faire à sa seule diligence et à ses risques et périls, toutes les démarches utiles auprès des services intéressés, afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux et devra se conformer à ses frais, risques et périls à tous les règlements. Pour tous renseignements techniques, l'entrepreneur se mettra en rapport avec le Maître d'œuvre.

V - F / 4- DOE/DIUO

Avant réception, l'entrepreneur titulaire de chaque lot doit la fourniture en **1 exemplaire numérique (format PDF)** minimum d'un dossier des ouvrages exécutés et d'un dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage comprenant notamment :

- plan de masse indiquant la nature des différents revêtements et ouvrages réalisés...
- tous les plans de récolement de ses ouvrages,
- tous les avis techniques des matériaux mis en œuvre,
- tous les certificats de classement des matériaux employés,
- tous les éléments d'information permettant de déterminer les règles d'entretien relatif aux organes de réseau
- le dossier technique décrivant et donnant les caractéristiques des installations électriques, accompagnées de plans et schémas,
- toutes les coupes de principe, points particuliers etc...

ainsi que toute autre pièce qui lui serait utilement demandée par l'Architecte

L'ensemble de ces documents doit être conforme en tout point avec l'exécution des prestations.

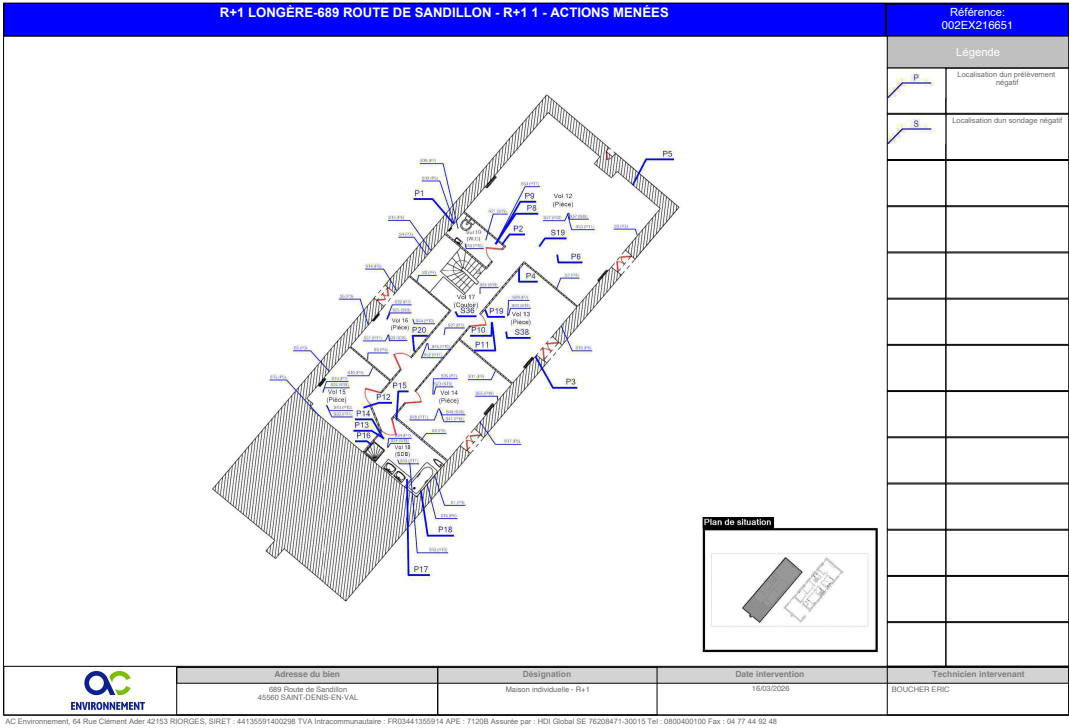
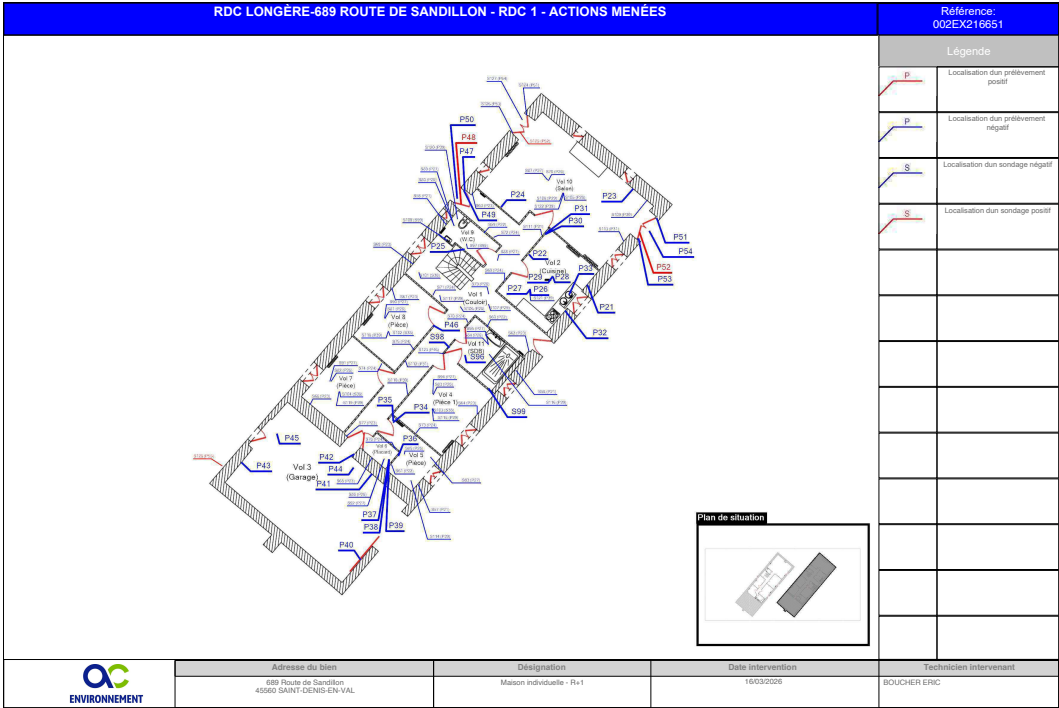
Ces éléments devront être remis au fur et à mesure de l'avancement du chantier, pour avis, suivant les délais indiqués dans les articles du CCAP.

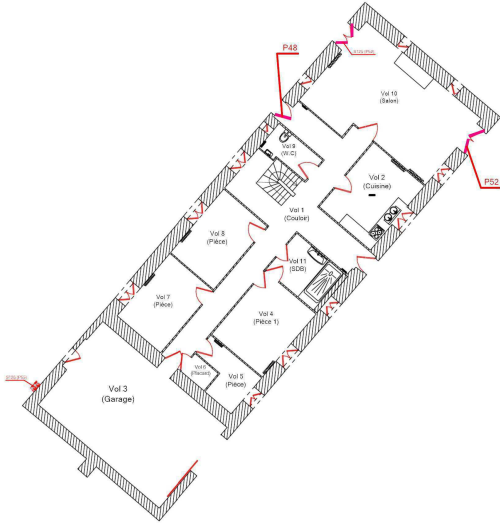




RAPPORT MISSION REPÉRAGE MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
AVANT TRAVAUX : AC ENVIRONNEMENT – AGENCE INDRE ET LOIRE – n°002EX216651 –
16/03/2026

VI -SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

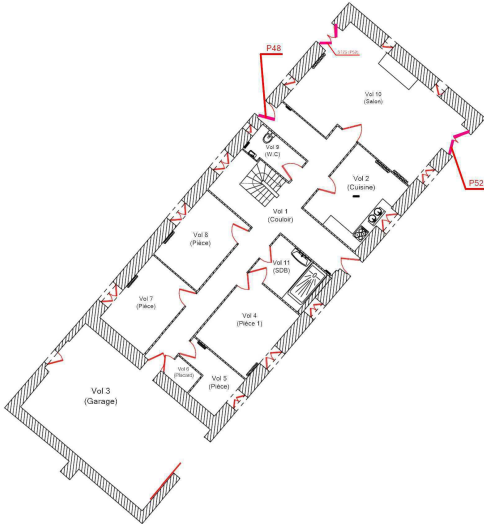



VI - A - MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

VI - A / 1- ANNEXE 1
VI - A / 1 - 1. Plans de repérages

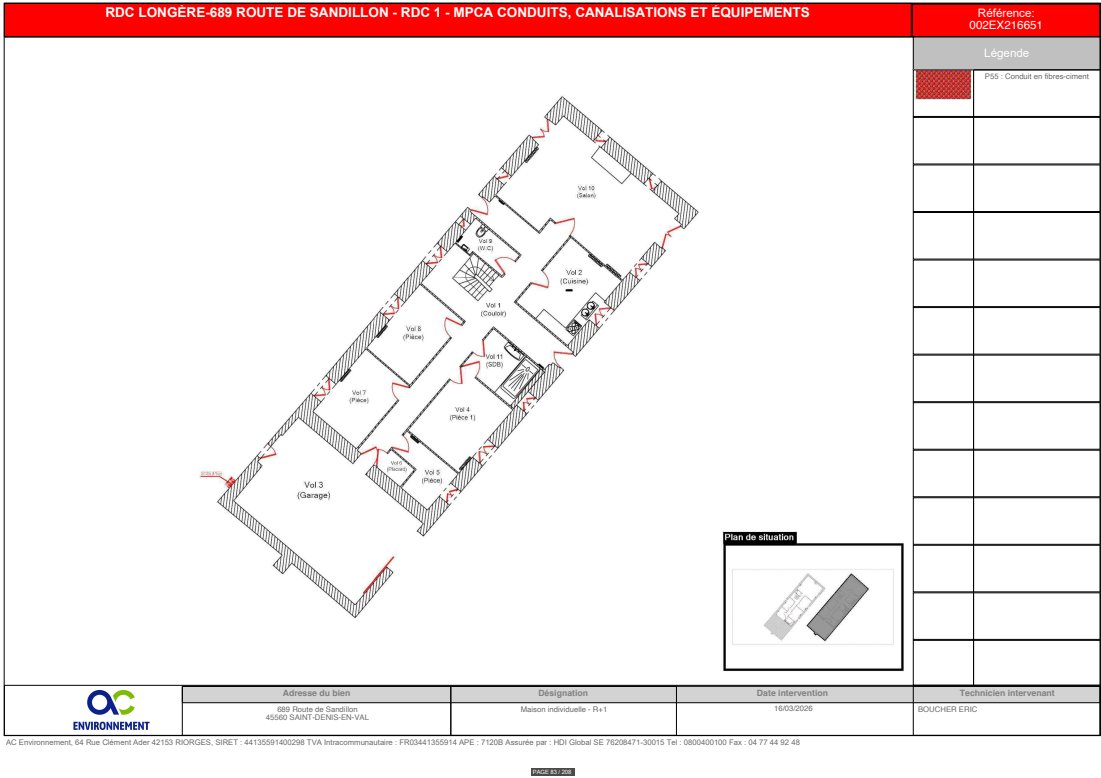


RDC LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - RDC 1 - MPCA TOUTES CATÉGORIES CONFONDUES				Référence: 002EX216651
				Légende
				 P48 - Conduit en fibres-ciment
				 P48 - Mastic vitrier
				 P52 - Mastic vitrier
	Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2026	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

RDC LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - RDC 1 - MPCA PAROIS VERTICALES INTÉRIEURES ET ENDUITS				Référence: 002EX216651
				Légende
				 P48 - Mastic vitrier
				 P52 - Mastic vitrier
	Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2026	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48



EXTÉRIEUR (2) LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 002EX216651
<div>Vol 21 (Extérieur 2)</div> <div></div> <div>P55</div>				<div>Légende</div> <div><div><div></div><div>P</div></div>Localisation d'un prélèvement positif</div>
	Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2026	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48



EXTÉRIEUR (2) LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - MPCA TOUTES CATÉGORIES CONFONDUES				Référence: 002EX216651
<div>Vol 21 (Extérieur 2)</div> <div></div> <div>P55</div>				<div>Légende</div> <div><div><div></div><div>P55</div></div>Conduit en fibres-ciment</div>
	Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2026	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

EXTÉRIEUR (2) LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - MPCA CONDUITS, CANALISATIONS ET ÉQUIPEMENTS				Reference: 002EX216651
<div>Vol 21 (Extérieur 2)</div> <div></div> <div>P55</div>				<div>Légende</div> <div><div></div>P55 : Conduit en fibres-ciment</div>
	Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2026	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clement Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

Page 60 / 206

AÉRIEN TOITURE LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 002EX216651
<div>Vol 22 (Toiture)</div> <div></div>				<div>Légende</div> <div><div><div>P</div>Localisation d'un prélèvement négatif</div><div><div>S</div>Localisation d'un sondage négatif</div></div>
	Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2026	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clement Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

Page 60 / 206

VI - A / 1 - 2. Détails produits contenant de l'amiante :

P48	Parois verticales intérieures et enduits	Menuiseries	Mastic - Résineux - Marron - Mastic noir/marron sur vitrages intérieur et extérieur de porte d'entrée.	RDC Longère-689 Route de Sandillon - Vol 1 (Couloir)
P52	Parois verticales intérieures et enduits	Menuiseries	Mastic - Résineux - Marron - Mastic noir/marron sur vitrages intérieur et extérieur de la double porte.	RDC Longère-689 Route de Sandillon - Vol 10 (Salon)
P55	Conduits, canalisations et équipements	Conduit air	Fibres-ciment - Dur Fibreux - Gris - Conduit cylindrique+mitron sur façade	Extérieur (2) Longère-689 Route de Sandillon - Vol 21 (Extérieur 2)

Les localisations de ces matériaux sont détaillées dans le diagnostic amiante réalisé et joint au dossier de consultation.

Éléments à déposer et à évacuer:

- . Porte entrée arrière existante (accès depuis le jardin Est)1
- . Porte fenêtre salon (ATTENTION le volet roulant attenant est prévu conservé)
- //Le conduit extérieur est prévu conservé//

Après désamiantage, il sera procédé à une déconstruction mécanique ou manuelle partielle des éléments de gros œuvre et de second œuvre, afin de pouvoir séparer d'une part les matériaux inertes, d'autre part les matériaux considérés comme DIB (déchets industriels banals) et DIS (déchets industriels spéciaux). Cette déconstruction a pour objectif de respecter la réglementation actuelle sur la gestion des déchets.

L'entreprise devra les déposes de tous les éléments amiantés demandés

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements départementaux, éventuellement municipaux et de leurs différents additifs applicables à la date d'exécution.

L'entreprise devra les bouchements provisoires des baies laissées ouvertes suites aux depéoses des ensembles menuisés extérieurs

- > Mise en œuvre de platelage bois fixés mécaniquement en maçonneries
- > toutes sujétions comprises

VI - A / 1 - 3. . Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable du chantier à compter de l'ordre de service.

D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc...

Voir PGC SPS

VI - B / 1 - 1. Plans de repérages

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

PAGE 197 / 208

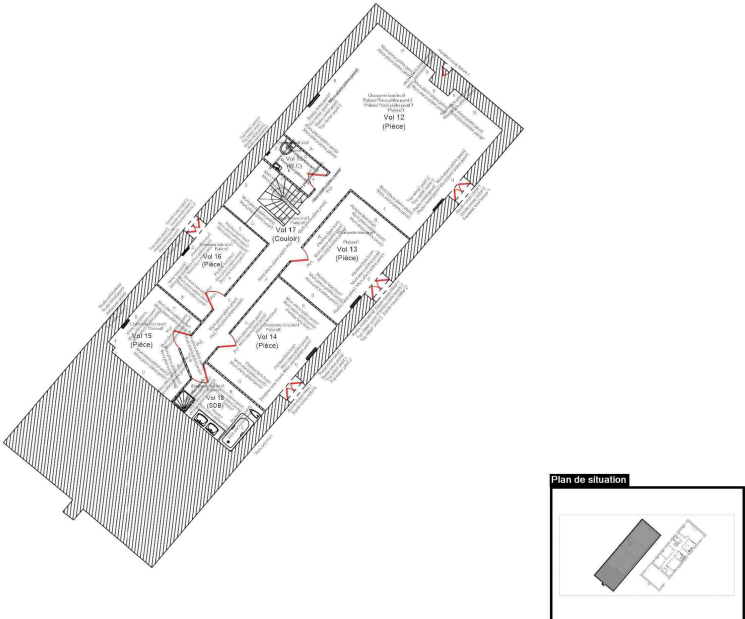


AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

PAGE 198 / 208

R+1 LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - R+1 1 - COTATION VOLUME				Référence: 002EX216651
				Légende
				
Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL		Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2025	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

PAGE 20 / 208

R+1 LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - R+1 1 - ÉLÉMENTS AVEC ET SANS PLOMB				Référence: 002EX216651
				Légende
				 Volume et élément contenant du plomb
				
Adresse du bien 689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL		Désignation Maison individuelle - R+1	Date intervention 16/03/2025	Technicien intervenant BOUCHER ERIC

AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48

PAGE 201 / 208

EXTÉRIEUR (1) LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - PLAN DE REPÉRAGE - ÉLÉMENTS AVEC ET SANS PLOMB				Référence: 002EX216651
<div>Vol 20 (Extérieur 1)</div> <div></div>				Légende
				<div></div> Volume et élément contenant du plomb
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Maison individuelle - R+1	16/03/2026	BOUCHER ERIC
AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48				
PAGE 003 / 004				

EXTÉRIEUR (2) LONGÈRE-689 ROUTE DE SANDILLON - PLAN DE REPÉRAGE - ÉLÉMENTS AVEC ET SANS PLOMB				Référence: 002EX216651
<div>Vol 21 (Extérieur 2)</div> <div></div>				Légende
				<div></div> Volume et élément contenant du plomb
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	689 Route de Sandillon 45560 SAINT-DENIS-EN-VAL	Maison individuelle - R+1	16/03/2026	BOUCHER ERIC
AC Environnement, 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES, SIRET : 44135591400298 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120B Assurée par : HDI Global SE 76208471-30015 Tel : 0800400100 Fax : 04 77 44 92 48				
PAGE 004 / 004				

VI - B / 1 - 2. Détails produits contenant du plomb:

Les localisations de ces matériaux sont détaillées dans le diagnostic réalisé et joint au dossier de consultation.

Éléments à déposer et à évacuer:

. Tout élément contenant du plomb uniquement sur l'emprise des travaux à exécuter

->RDC : menuiseries intérieures remplacées/déposées

->R+1 : menuiseries intérieures remplacées/déposées

->Extérieurs : clôtures et ensembles serrureries30/04/2026

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux stipulations des règlements départementaux, éventuellement municipaux et de leurs différents additifs applicables à la date d'exécution.

VI - B / 1 - 1. . Sécurité du travail

L'entrepreneur sera responsable du chantier à compter de l'ordre de service.

D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires, équipements électriques, fixes, mobiles, avec leurs protections, etc...

Voir PGC SPS

VII - TRAVAUX PRÉPARATOIRES

L'entreprise titulaire devra le respect de l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'amiante et de déplombage

Dans le cas où l'entreprise suspecterait la présence de matériaux amiantifères, dans les zones à démolir, non recensés par le diagnostic amiante, elle devra suspendre tous travaux sur les matériaux suspects et en faire immédiatement mention au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et au coordinateur SPS.

VII - A - MÉTHODOLOGIE D'EXÉCUTION

VII - A / 1- NATURE ET LOCALISATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU PLOMB

**voir chapitres précédents*

VII - A / 2- INSTALLATION DE CHANTIER

Les installations de chantier spécifiques sont à la charge du présent LOT : vestiaires, sanitaires, bureau, réfectoire – si nécessaire

-> la durée est à prévoir en fonction du planning joint

-> les installations, poses, raccords, déposes sont à charge du présent LOT

VII - A / 3- LES PROTECTIONS COLLECTIVES

Il est rappelé que tous les prix inhérents à des travaux intègrent la fourniture et la livraison du matériel et des fongibles nécessaires, ainsi que la fourniture des fluides et énergie.

- Protections et installations spécifiques

L'entreprise utilisera une méthode d'enlèvement permettant de limiter l'émission de fibres amiantes dans l'air. Celle ci est facilitée par l'absence d'occupant pendant les travaux.

- Confinement

. Construction d'une enveloppe étanche au passage de l'air et de l'eau par la mise en place d'une ou deux épaisseurs de polyane de 200 microns, selon le niveau d'empoussièrément attendu, fixés de manière jointive par juxtaposition à l'aide d'adhésifs avec joints étanches croisés

. Le dispositif montera jusqu'au plafond ou faux plafond. Deux branchements pour les unités déprimogènes seront prévus . Une porte d'accès étanche en position fermée sera installée pour l'accès des secours.

. Maintien d'une dépression par 2 unités déprimogènes à filtre absolu assurant un renouvellement d'air d'au moins 6 volumes/heure , et fonction du niveau d'empoussièrément.

. Mise en place d'un SAS à plusieurs compartiments pour la décontamination du personnel.

. Affichage des procédures d'entrée et de sortie du SAS personnel.

- Traitement d'eau

. Mise en place d'une unité de filtration 25 et 5 microns pour traitement des eaux de douches du Sas personnel, avant rejet dans les réseaux EU ou EV ou à créer

- Dépose en extérieur

La protection collective se basera, en extérieur, en la signalisation (par rubalise) d'une zone dite sale séparée de la zone dite propre,

- Dépose en intérieur

La protection collective se basera, en intérieur, en la signalisation (par rubalise) d'une zone dite sale séparée de la zone dite propre, A l'intérieur de ce balisage, la zone de travail sera isolée.

- Les protections individuelles

Conformément au décret n° 96.97 du 7 février 1996 ainsi qu'à l'arrêté du 14 mai 1996 le personnel sera équipé de :

- Protection respiratoire de classe d'efficacité TMP3 (NF 146) sur masque intégral à ventilation assistée.

- Vêtement de protection offrant :

- o une résistance à la pénétration des poussières d'amiante,
- o une facilité de décontamination,
- o Une adaptation à la morphologie de chacun et à l'effort physique produit.

- Si les vêtements sont de type jetable un équipement complet sera fourni aux opérateurs à chaque fois qu'ils pénétreront en zone confinée à savoir :

- o Combinaison à capuche
- o Gants
- o Surbottes Jetables
- o Chaussette
- o Maillots de corps
- o Slip

Pour compléter l'habillage, des rubans adhésifs assureront l'étanchéité aux différentes jonctions (tour de capuche, manches, chevilles). En fin d'utilisation, les vêtements seront considérés comme des déchets contaminés au titre de la circulaire n° 96-60 du 19/07/96.

VII - A / 4- CONTROLES

- Contrôle extérieur

Un programme de contrôle visuel des travaux sera établi par le maître d'œuvre en contrôle extérieur.

Il portera sur toutes les phases du déroulement des travaux de manière ponctuelle et inopinée.
La libération de la zone traitée ne sera effective qu'après approbation du maître d'œuvre.

- Contrôle intérieur

L'entrepreneur prévoira des analyses libératoires par mesure d'empoussièrement au MET.

Pour ce qui concerne les dalles thermoplastiques avec colle amiantée et les joints de dilatation sur poteaux, un minimum de six analyses libératoires sera imposé à l'entreprise, par comptage au MET selon la norme NF X 43.050 : 4 analyses dans le bâtiment et 2 dans chaque confinement autour des poteaux avec joint amianté.

Ces prélèvements seront effectués selon la norme NF X 43-050 de janvier 1996 et soumis à analyse pour comptage des fibres d'amiante en microscopie électronique à transmission MET selon la même norme, et éventuellement corrélés avec un comptage en microscopie optique à contraste de phase (MOCP). Le résultat favorable (< 5 fibres/litre) de ces analyses sera seul garant de la restitution finale de la zone traitée.

En cas de contrôle indiquant un taux d'empoussièrement trop élevé (> 5 fibres/litre) pour la restitution des locaux, des contrôles complémentaires seront à la charge de l'entrepreneur, après une phase de décontamination complémentaire jusqu'à obtention d'un taux acceptable (< 5 fibres/litre).

La réception définitive ne s'effectuera qu'après contrôle d'empoussièrement favorable mais également, qu'après réception du feuillet de prise en charge des déchets par la décharge agréée, libérant le maître d'ouvrage de ses responsabilités.

VII - A / 5- SIGNALISATION ET CONDITIONS D'ACCES SUR CHANTIER**- Signalisation**

La zone de travaux sera interdite à toute personne étrangère au chantier de désamiantage. Un balisage et une signalisation spécifique seront mis en place en périphérie des zones de travail et en accord avec le fonctionnement de l'immeuble.

- Conditions d'accès

Les locaux à traiter seront condamnés durant les travaux notamment vis à vis des usagers. Leur accès sera réglementé et contrôlé en permanence.

En dehors des horaires de travail de l'entreprise, tous les accès seront condamnés et fermés.

En période de chantier, tout intervenant autorisé (maître d'ouvrage, autorités compétentes) devra être muni d'une protection respiratoire de type P3 ainsi que toute la panoplie de protection individuelle qui sera fournie par l'entreprise.

VII - A / 6- CONDITIONNEMENT ET EVACUATIONS DES DECHETS

Suivant article 7, section I, chapitre II du décret 96-98 du 07 février 1996.

Les déchets devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de manière à empêcher l'accumulation des déchets dans la zone.

Les déchets d'amiante seront mis dans 2 conditionnements. Le premier sera aspiré puis surfacté et mis ensuite dans un second sac étiqueté et fermé de manière étanche par un col de cygne.

Les éléments et le matériel qui n'auront pas pu être décontaminés seront conditionnés de la même façon

Traitement des sacs

Dépoussiérage du 1er sac de déchets. Surfaçage et mise en sac étanche étiqueté Amiante à l'extérieur de la zone (double ensachage). L'ensemble des équipements jetables (combinaisons, gants, filtres, polyane) sera également traité en double ensachage.

Mise en Big Bag des sacs étiquetés Amiante (regroupement des doubles ensachages)

Inscription sur le Big Bag : - Nom du client/ Nom du chantier/ Nom de l'entreprise intervenante/ catégorie des déchets

VII - A / 7- ESSAIS ET RECEPTION DES OUVRAGES

En préambule, les pièces suivantes devront être présentes sur place et tenues à jour :

- . N° de téléphone d'urgence et fiche de données de sécurité
- . PRC
- . Fiche d'aptitude, registre du personnel avec heure d'entrée et de sortie
- . Registre des filtres
- . Registre d'affectation du matériel respiratoire et dates d'entretien
- . PV de vérification des matériels
- . Registre de contrôle du confinement
- . Registre de contrôle des mesures d'empoussièrement
- . Bordereaux de suivis des déchets

Le contrôle de qualité et conformité comporte 3 types d'actions :

- L'autocontrôle et les essais effectués par l'entrepreneur, qui peuvent être délégués sous sa responsabilité et pour la part qui les concerne à ses sous-traitants.
- Le contrôle de bonne exécution et d'obtention des résultats contractuels, exercé par la maîtrise d'oeuvre

Procédure d'auto-contrôle :

. La procédure d'auto-contrôle est matérialisée par un recueil de fiches établies par l'entrepreneur du présent LOT en cohérence avec l'organisation du présent CCTP.

VIII -REMISE EN ÉTAT DES LIEUX ET NETTOYAGE

Un nettoyage général du chantier sera assuré pour éliminer tous les déchets et gravats issus des déposes

VIII - A / 1- REMISE EN ETAT DES LIEUX

- L'entreprise devra remettre en état tous les abords des ouvrages (parements de façades, cloisonnements, revêtements de sols/ muraux,...) à ses frais. De plus, elle respectera autant que possible la végétation existante extérieure.

VIII - A / 2- NETTOYAGE DE FIN DE CHANTIER

- en fin de chantier, nettoyage soigné des abords du bâtiment
- évacuation de tous les gravats du présent lot sans exception aux décharges compris paiements des droits et taxe